



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

carte

Question écrite n° 23385

Texte de la question

M. Jacques Myard appelle l'attention de M. le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées sur les moyens à mettre en oeuvre pour contrer les fraudes à la sécurité sociale, qui ne cessent de se développer. En effet, la carte Vitale, de la taille d'une carte bancaire, mise en place pour remplacer l'ancienne carte papier, est à la fois nominative et familiale car elle comporte également les coordonnées des ayants droit. La carte Vitale est censée permettre l'identification du bénéficiaire ainsi que la date limite d'ouverture des droits du titulaire aux prestations en nature d'un régime de base de l'assurance maladie. Or la carte est un contrat qui lie l'assuré à Sesam Vitale, l'assuré a des droits, la garantie du paiement, mais aussi des devoirs, l'interdiction de la prêter et de l'utiliser frauduleusement. On ne peut que constater de nombreux abus liés à l'utilisation frauduleuse de la carte Vitale, soit qu'elle ait été volée ou bien qu'elle ait été « prêtée », entraînant un préjudice important pour la CNAM. Actuellement, le médecin ne doit pas vérifier l'identité du patient, en raison de la mention qui figure sur la feuille du patient : « selon l'indication du patient ». Dans ce contexte, il lui demande s'il ne conviendrait pas d'imposer la présence d'une photo d'identité sur la carte, permettant au médecin et au pharmacien d'effectuer un contrôle visuel de l'identité du patient.

Texte de la réponse

Sur un plan général, il convient de souligner la détermination du Gouvernement dans la lutte contre la fraude à l'assurance maladie (tourisme hospitalier, falsification d'attestations de droits à la CMU complémentaire...) dans un environnement caractérisé par une couverture quasi universelle et un développement très important du système du tiers payant. Il faut aussi déplorer le manque d'informations objectives sur ce thème : à ce jour, l'État ne dispose d'aucune évaluation de la fraude et du préjudice qu'elle peut représenter pour l'assurance maladie. C'est la raison pour laquelle l'Inspection générale des affaires sociales a été chargée de mener une enquête qui devrait permettre d'évaluer les risques de fraude et de proposer les meilleures façons d'améliorer la prévention et le contrôle en la matière. Les conclusions de cette enquête seront remises à la fin du premier semestre 2004. Dans ce contexte, l'idée d'apposer une photographie d'identité sur la carte Vitale a été étudiée par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). Le coût de cette mesure est apparu disproportionné au regard du bénéfice attendu, au demeurant très aléatoire, en termes de lutte contre les fraudes et les gaspillages. Au total, si on tient compte de l'ensemble des coûts induits par cette opération (coûts organisationnels, surcoût de production de l'ordre de 1 euro par carte, investissements nécessaires à la mise à niveau des outils de production...), c'est une dépense supplémentaire de 200 à 300 millions d'euros par an qui serait ainsi mise à la charge des régimes obligatoires d'assurance maladie. Il faut également compter avec des délais importants de mise en oeuvre, ne serait-ce qu'en raison de la contrainte liée au déploiement des cartes Vitale de nouvelle génération - carte individuelle dite Vitale 2 - qui font que la nouvelle carte ne pourrait en tout état de cause être mise en circulation avant 2006-2007. Dans ces conditions, il faut s'en tenir dans l'immédiat à un dispositif, pragmatique et efficace, consistant à s'assurer, notamment au niveau des services d'admission à l'hôpital (hors cas d'urgence), des droits du porteur de carte Vitale. La dispense d'avance de frais n'est possible en effet que si le patient est en mesure d'apporter la preuve, par tout moyen à sa disposition (pièce d'identité),

de sa qualité d'assuré. À défaut, il peut se faire soigner, mais fait l'avance des frais qu'il peut se faire rembourser ensuite par son organisme d'assurance maladie. Une telle solution offre en outre l'avantage d'utiliser les outils existants et est donc réalisable à coût constant.

Données clés

Auteur : [M. Jacques Myard](#)

Circonscription : Yvelines (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 23385

Rubrique : Sécurité sociale

Ministère interrogé : santé

Ministère attributaire : santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 août 2003, page 6180

Réponse publiée le : 27 janvier 2004, page 716